

CAEM CARREFOUR ANIMATION

EXPRESSIONS MUSICALES

13 avenue de l'Ile de France

25000 BESANCON

SIREN : 389117425 RCS

RAPPORT D'AUDIT D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31/08/2025

PROCOMPTA SAS
Commissaire aux comptes
6 rue de Franche-Comté - VALPARC
25480 ECOLE VALENTIN

**RAPPORT D'AUDIT D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2025**

Au Président
de l'association CAEM CARREFOUR
ANIMATION EXPRESSIONS MUSICALES

13A avenue de l'Ile de France
25000 BESANCON

RAPPORT D'AUDIT D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2025

Au Président de l'association CAEM CARREFOUR ANIMATION EXPRESSIONS MUSICALES,

OPINION

En réponse à votre demande, nous avons effectué un audit des « comptes annuels » de l'association CAEM CARREFOUR ANIMATION EXPRESSIONS MUSICALES relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

A notre avis, les « comptes annuels » présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs et au regard des règles et principes comptables français, le patrimoine et la situation financière de l'association C.A.E.M. au 31 août 2025, ainsi que le résultat de ses opérations pour l'exercice écoulé.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle au regard des règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France et à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Notre audit des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France et à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une opinion avec réserve ou une opinion défavorable ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Ce rapport est établi à votre attention dans le contexte décrit ci-avant et ne doit pas être utilisé, diffusé, ou cité à d'autres fins. Nous n'acceptons aucune responsabilité vis-à-vis de tout tiers auquel ce rapport serait diffusé ou parviendrait.

A Besançon, le 12 janvier 2026

Le Commissaire aux comptes
PROCOMPTA SAS
représentée par Olivier BRULPORT





Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/08/2025	Net au 31/08/2024
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	44 775	44 099	676	1 315
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	11 966	10 110	1 855	782
Immobilisations financières				
<i>Autres immobilisations financières</i>	46		46	46
Total I	56 786	54 209	2 578	2 143
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	1 158		1 158	2 257
<i>Autres créances</i>	28 590		28 590	25 445
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	123 435		123 435	135 110
<i>Charges constatés d'avance</i>	1 297		1 297	1 156
Total II	154 478		154 478	163 968
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	211 265	54 209	157 056	166 111
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				



Bilan passif

	au 31/08/2025	au 31/08/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Première situation nette établie</i>	16 205	16 205
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	93 244	110 758
Excédent ou déficit de l'exercice	-3 884	-17 514
Situation nette (sous-total)	105 565	109 449
Subventions d'investissement	1 343	510
Total I	106 907	109 959
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour charges	28 404	26 840
Total III	28 404	26 840
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	16	17
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 412	4 491
Dettes fiscales et sociales	8 927	8 732
Autres dettes		50
Produits constatés d'avance	8 389	16 022
Total IV	21 744	29 312
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	157 056	166 111

(1) Dont à plus d'un an (a)	
Dont à moins d'un an (a)	21 744
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	16
(3) Dont emprunts participatifs	
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours	



Compte de résultat

	du 01/09/24 au 31/08/25 12 mois	%	du 01/09/23 au 31/08/24 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Ventes de marchandises	1 552	0,54	1 487	0,57	65	4,35
Production vendue	131 728	45,85	119 031	45,78	12 697	10,67
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation	152 493	53,08	139 476	53,65	13 017	9,33
Reprises et Transferts de charge			3 624	1,39	-3 624	-100,00
Cotisations						
Autres produits	1 610	0,56	4		1 606	NS
Produits d'exploitation	287 382	100,04	263 621	101,40	23 761	9,01
Achats de marchandises	646	0,23	635	0,24	12	1,82
Variation de stock de marchandises						
Achats de matières premières						
Variation de stock de matières premières						
Autres achats non stockés et charges externes	27 380	9,53	26 794	10,31	586	2,19
Impôts et taxes	4 297	1,50	4 179	1,61	118	2,81
Salaires et Traitements	205 214	71,44	199 002	76,54	6 212	3,12
Charges sociales	51 929	18,08	49 035	18,86	2 894	5,90
Amortissements et provisions	3 053	1,06	5 025	1,93	-1 972	-39,24
Autres charges	1 424	0,50	231	0,09	1 194	517,25
Charges d'exploitation	293 945	102,32	284 901	109,58	9 043	3,17
RESULTAT D'EXPLOITATION	-6 563	-2,28	-21 280	-8,18	14 718	-69,16
Opérations faites en commun						
Produits financiers	1 970	0,69	2 441	0,94	-471	-19,28
Charges financières						
Résultat financier	1 970	0,69	2 441	0,94	-471	-19,28
RESULTAT COURANT	-4 592	-1,60	-18 840	-7,25	14 247	-75,62
Produits exceptionnels	708	0,25	1 325	0,51	-617	-46,58
Charges exceptionnelles						
Résultat exceptionnel	708	0,25	1 325	0,51	-617	-46,58
Impôts sur les bénéfices						
Report des ressources non utilisées						
Engagements à réaliser						
EXCEDENT OU DEFICIT	-3 884	-1,35	-17 514	-6,74	13 630	-77,82



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : CAEM

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/08/2025, dont le total est de 157 056 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 3 884 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2024 au 31/08/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration du 01/12/2025.

Le Carrefour d'Animation et d'Expression Musicales à Besançon est une association née en 1992 proposant des activités musicales pour tous.

Spécialisé dans les musiques actuelles, le CAEM Besançon est une école pour apprendre, pratiquer la musique en groupe et se perfectionner. Nous proposons des ateliers et des cours de musique ouverts à tous sans condition d'âge ni de niveau !

Le CAEM Besançon été reconnu pôle d'enseignement musical Grand Besançon Métropole. Il est adhérent à la Fédération nationale des Centres Musicaux Ruraux. La Fédération nationale des CMR a pour mission de rendre la musique accessible au plus grand nombre, quelles que soient les situations sociales, géographiques et culturelles des bénéficiaires

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/08/2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.



Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 2 à 5 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 2 à 5 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont étalées sur plusieurs exercices.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.



Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

La structure n'a pas eu recours au bénévolat pour la gestion de ses activités en dehors des membres de son Conseil d'Administration.

La structure a perçu un don en nature d'une valeur de 5 916.84€ par la société Atomix correspondant à la location de matériel de musique pour un événement IDENCITE.

Ce don a fait l'objet d'une réduction d'impôt mécennat pour la société Atomix.

Par ailleurs, le volume d'heures consacrées par les membres du conseil d'administration à la gestion de l'association n'a pas été valorisé.



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	44 392	383		44 775
- Installations générales, agencements aménagements divers	2 309			2 309
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	8 116	1 540		9 656
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	54 817	1 923		56 740
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	46			46
Immobilisations financières	46			46
ACTIF IMMOBILISE	54 863	1 923		56 786



Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		1 923		1 923
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		1 923		1 923
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	43 077	1 022		44 099
- Installations générales, agencements aménagements divers	2 309			2 309
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	7 334	467		7 801
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	52 720	1 489		54 209
ACTIF IMMOBILISE	52 720	1 489		54 209



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 31 090 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	46		46
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 158	1 158	
Autres	28 590	28 590	
Charges constatées d'avance	1 297	1 297	
Total	31 090	31 044	46
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Parcours culturels à recevoir	1 100
Remboursement affaire M. GORET à recevoir	1 480
Banque - Intérêts courus à recevoir	1 143
Total	3 723



Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	26 840				28 404
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	26 840				28 404
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		1 564			
Financières					
Exceptionnelles					



Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 21 744 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	16	16		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 412	4 412		
Dettes fiscales et sociales	8 927	8 927		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	8 389	8 389		
Total	21 744	21 744		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	223
Loyers 06/25 à 08/25	776
Procompta 2025	2 980
Agios à payer	16
Fiches de paies 08/25	204
Total	4 200



Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	485		
Locations mobilières d'avance	108		
Assurances, période d'avance	704		
Total	1 297		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	8 389		
Total	8 389		

Fonds propres



CAEM - Fonds propres				
	31/08/2024	Affectation du résultat	Résultat de la période	31/08/2025
Apports sans droit de reprise	16 205			16 205
Report à nouveau	110 758	-17 514		93 244
Excédent ou déficit de l'exercice	-17 514	17 514	-3 884	-3 884
Subventions d'investissement	510		-708	1 343
FONDS ASSOCIATIFS CAEM	109 959	0	-3 884	106 907
FONDS ASSOCIATIFS CAEM	109 959	0	-3 884	106 907



Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Dans un souci de permanence des méthodes, notamment en matière de traitement des subventions, et au regard des conventions financières qui ne précisent pas la période exacte d'affectation des aides, il a été jugé que celles-ci seraient rattachées à l'année scolaire, conformément aux pratiques habituelles de l'association.

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		3 000	149 493			152 493
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement			708			708
						153 201